

LIBERONS LA BIODIVERSITE DANS LES FERMES ET LES JARDINS

3^o european seminar « Let's liberate diversity » from 18th to 20th of May in Halle/Saale in Germany

**Guy Kastler, délégué général
RESEAU SEMENCES PAYSANNES, FRANCE**

En 1945, au lendemain de la dernière guerre européenne dite « mondiale », le premier plan d'ajustement structurel a installé en France puis en Europe les semences de la révolution verte. Grâce aux subsides du plan Marshall et à une intervention massive de la recherche publique, les variétés élites de l'industrie ont remplacé dans les champs la biodiversité paysanne. Avec elles, la débauche d'énergie fossile transformée en engrais chimiques, pesticides, mécanisation lourde et souvent irrigation illimitée indispensables à leur culture, a remplacé le travail des paysans poussés vers les usines puis le chômage. Avec le réchauffement climatique, nos enfants devront en payer la facture. Avec la naissance de la CEE¹, les normes DHS du catalogue, adaptées aux seuls besoins de l'industrie, ont interdit les variétés traditionnelles en supprimant le droit des paysans d'en échanger les semences. La généralisation des hybrides puis du Certificat d'Obtention Végétale a remis en question le droit millénaire des paysans de ressemer le grain récolté. Aujourd'hui, les OGM et le brevet viennent achever cette mise sous dépendance. Et pour contourner le refus des consommateurs européens, l'industrie prépare dans ses laboratoires les plantes mutées, nouveaux « OGM clandestins » non soumis à l'obligation d'étiquetage : le blé et les potagères sont les premières espèces visées.

Avec les semences « élites », une poignée de grandes sociétés agricoles anonymes vouées aux cultures industrielles d'exportations sont appelés à remplacer les milliers de petits paysans faisant vivre une agriculture diversifiée tournée sur les marchés de proximité. Ce système est aujourd'hui en faillite. A l'Ouest, nos pays sont ravagés par la pollution et l'épuisement généralisés des eaux et des sols, les maladies induites par les pesticides et l'alimentation industrielle, la désertification des campagnes et la délocalisation des productions agricoles vers les pays moins disant socialement et écologiquement. En entrant dans l'Europe avec des millions de petits paysans, les pays de l'Est sont obligés d'abandonner en quelques années la majorité de leurs semences traditionnelles pour acheter les semences industrielles de l'ouest. La même faillite les menace à très court terme.

Les agriculteurs biodynamiques ont compris les premiers dès le début du siècle dernier que le piège se refermait d'abord sur la semence. Ils ont conservé leurs variétés traditionnelles et les ont sélectionnées pour ne pas devenir dépendants de l'agriculture chimique, surtout dans les pays du centre de l'Europe. Au Sud et à l'Ouest, des centaines d'associations citoyennes et de jardiniers amateurs, accompagnées en Italie par les gouvernements régionaux, ont conservé des milliers de variétés traditionnelles. Avec l'arrivée des premiers OGM, de nombreux paysans ont soudain découvert qu'ils devaient s'engager dans la même démarche s'ils voulaient garder leur autonomie. Dès 2003, plusieurs centaines d'entre eux se sont réunis à Auzeville en France et ont fondé le Réseau Semences Paysannes. Ils ont décidé de se joindre aux paysans bio et aux jardiniers amateurs et de travailler à l'échelle internationale pour pouvoir avancer.

En 2005, le premier séminaire « Libérons la Diversité » a réuni à Poitiers en France des centaines de délégués de presque tous les pays européens, mais aussi d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie grâce à la collaboration de GRAIN. En 2006, le Red de Semillas a accueilli le deuxième séminaire à Bullas en Espagne. Après le Sud, nous ouvrons aujourd'hui ce troisième séminaire ici à Halle, au centre de l'Europe et tout près de l'Est, grâce au travail de BUKO, de l'Association pour des semences libres d'OGM et du Forum Civique Européen. Le Rete Semi Rurali s'appête à nous accueillir en Italie en 2008. Ces moments de partages d'expérience ont fait naître nos premières convictions communes que nous devons maintenant développer :

- x La coexistence avec les OGM est impossible et n'est que le cheval de Troie de la généralisation plus ou moins rapide des contaminations et des cultures transgéniques. Les seuils de contamination ne sont que la clef ouvrant la porte de la coexistence et doivent être refusés. La résistance européenne est le dernier espoir des paysans du Sud qui s'opposent aux OGM : si l'Europe capitule et accepte la coexistence, leurs gouvernements seront eux aussi obligés de capituler.

¹ Communauté Economique Européenne

- x Nous n'avons plus rien à attendre des semences de l'industrie sélectionnées pour l'enrichir en nous asservissant. Comme nos parents, nous devons sélectionner nous-mêmes nos propres variétés et pour cela ressemer une partie de nos récoltes et échanger librement nos semences. Pas par camions ou bateaux entiers comme l'industrie, des quantités restreintes et régulières nous suffisent. La loi européenne nous l'interdit. Le projet du CPS² sur les variétés de conservation « in situ », réduites malgré nos efforts à quelques antiquités exposées dans de petits musées régionaux en plein air, nous rappelle que l'industrie veille pour défendre sa loi. Nous devons construire nos propres règles, les appliquer et désobéir collectivement aux lois iniques, c'est le meilleur moyen de les faire évoluer dans les négociations officielles où nos représentants sont toujours minoritaires.
- x Nous ne pouvons plus rien sélectionner à partir des variétés trafiquées de l'industrie. Nous devons retrouver nos variétés traditionnelles pour co-évoluer à nouveau avec elles avec, lorsque c'est possible, l'aide de la recherche publique. Nous en avons gardé quelques unes dans nos champs, surtout des légumes et des fruits. En céréales, nous n'avons presque plus rien. Les variétés traditionnelles ont été collectées dans les champs de nos parents et enfermées dans les collections « ex situ » où elles dépérissent car on leur interdit de continuer à évoluer. La plupart d'entre elles auraient disparues sans cela, mais il est aujourd'hui urgent de les faire revivre dans les champs. Les paysans ont malheureusement de plus en plus difficilement accès à ces ressources génétiques réservées aux seuls semenciers et chercheurs, ils ne peuvent pas les échanger librement et les normes sanitaires ou de traçabilité leur interdisent peu à peu d'en ressemer la récolte. Le TIRPAA³ reconnaît pourtant les droits des paysans de les conserver, de les ressemer, d'échanger leurs semences, et de participer aux décisions nationales les concernant, mais ces droits restent soumis aux réglementations nationales. Nous devons imposer ces droits contre les législations nationales et européennes qui ne les nient.
- x Pour asseoir sa domination par les brevets, l'industrie a décidé de contaminer avec ses OGM les centres d'origine des principales espèces qui nourrissent l'humanité : le maïs au Mexique, le riz en Asie, le blé en Irak... Ici, à Gatersleben, elle organise la contamination des collections de blé. Dans le même temps, les Etats laissent périr les collections pour les réduire à des banques de gènes numérisées permettant, grâce aux techniques de sélection assistée par marqueur, de construire les chimères brevetées de l'industrie, assemblages instables de transgènes, de cellules fusionnées ou de gènes mutés. Nous avons le devoir de protéger nos ressources génétiques pour que nos enfants puissent manger demain. Nous ne voulons pas d'un commerce libre des semences de l'industrie. Nous devons interdire les semences transgéniques ou mutées et contrôler le commerce des hybrides et des variétés trafiquées qui détruisent nos variétés paysannes et traditionnelles. En interdisant le brevet sur le vivant et en limitant le commerce des semences aux quantités restreintes nécessaires aux échanges entre paysans, nous tarirons les bénéfices de l'industrie. Nous devons protéger les collections des contaminations génétiques et lutter contre leur abandon. Les ressources génétiques sont d'abord le bien collectif des communautés humaines qui les ont sélectionnées et conservées et non la matière première des semenciers. Nous devons nous organiser pour les réinstaller dans nos champs avant que les collections ne disparaissent. Nous devons empêcher l'industrie de les confisquer et d'en faire des OGM au nom d'un prétendu « patrimoine commun de l'Humanité » qui lui donne accès à tout ce qui vit dans les champs des paysans. Nous pouvons pour cela les décrire publiquement avec nos propres critères, garder un caractère suffisamment informel à nos échanges pour qu'ils « restent entre nous »... et tout simplement construire au plus vite la souveraineté alimentaire des peuples qui rendra l'industrie semencière et le brevet inutiles.

Nous avons deux jours devant nous pour échanger, approfondir nos premiers travaux et décider de nos actions futures : bon travail à toutes et à tous !

2 Comité Permanent des Semences européen

3 Traité Internationale sur les Ressources Génétiques pour l'Agriculture et l'Alimentation